

SRB Bretagne




1. Informations générales

Intitulé(s) du(es) document(s)	Schéma régional du patrimoine naturel et de la biodiversité en Bretagne
Pilotage	Conseil régional de Bretagne.
Date(s)	Adopté en février 2007 .
Avancement	En cours de mise en œuvre.

2. Genèse

Historique et contexte	<ul style="list-style-type: none"> Le processus de mise en place de la politique régionale bretonne en matière de préservation du patrimoine naturel débute dans les années 1994/1995 avec la création des Contrats nature dans le cadre de la troisième génération de Contrats de Plan Etat-Région (CPER 1994-1999). Il s'agit de projets pluriannuels, financés par la Région, qui visent à préserver les espèces et les milieux remarquables régionaux (<i>pour plus de détails se reporter au paragraphe « Zoom sur la mise en œuvre de la stratégie »</i>). En 1998/99, la Région Bretagne, en partenariat avec la DIREN/DREAL, réalise un ouvrage de vulgarisation intitulé « <i>Patrimoine naturel de Bretagne</i> ». Il s'agit d'un diagnostic du patrimoine naturel breton structuré selon la démarche « Etat – Pression – Réponse » et accompagné d'une carte IGN. Ce livre, édité par Ouest France, est disponible en librairie, et a fait l'objet d'une communication technique et d'une diffusion auprès de toutes les communes bretonnes. D'après la Région, cet ouvrage a joué un rôle de sensibilisation auprès des élus locaux. Ainsi, la carte IGN fournie avec le document est parfois utilisée comme outil d'aide à la décision. En 2000, la politique des Contrats nature se poursuit et évolue avec la mise en place de contrats thématiques. En 2002, la loi de démocratie de proximité confère aux Régions la compétence relative aux réserves naturelles régionales (RNR). En 2004, la France adopte sa Stratégie nationale pour la biodiversité (SNB). En 2004/2005, suite à l'arrivée du nouvel exécutif régional (2004), le Conseil régional se lance dans l'élaboration de divers schémas sectoriels (tourisme, gestion sylvicole...) afin de structurer et de « donner à voir » les politiques régionales. Dans ce cadre, et suite à la publication du décret d'application relatif aux réserves naturelles en 2005¹, la Région décide de rapidement se saisir de cette nouvelle compétence et de se doter d'un Schéma régional pour le patrimoine naturel et la biodiversité. Son élaboration débute en 2005.
Motivation(s) principale(s)	<ul style="list-style-type: none"> L'élaboration du Schéma régional pour le patrimoine naturel de Bretagne résulte principalement de la volonté politique de l'exécutif régional d'initier une démarche globale pour une stratégie du territoire en faveur de la préservation du patrimoine terrestre et maritime breton. Donner plus de cohérence et de visibilité : <ul style="list-style-type: none"> ➤ à la politique régionale de préservation du patrimoine naturel en interne et en

¹ Décret n°2005-491 du 18 mai 2005 relatif aux réserves naturelles et portant notamment modification du code de l'environnement – JO du 19 mai 2005.

Motivation(s) principale(s)	<p>externe. En effet, la plupart des actions et des outils de préservation étaient préexistants, mais manquaient de lien entre eux. Face à ce sentiment d'« émiettement » et de manque de lisibilité de l'intervention régionale en faveur de la préservation du patrimoine naturel, la Région a ressenti le besoin de se doter d'une ligne d'action plus claire et plus explicite, et de regrouper ses différentes modalités d'intervention au sein d'un schéma régional ;</p> <p>➤ aux diverses politiques locales ou sectorielles affectant le patrimoine naturel de Bretagne, afin d'articuler et de maximiser les complémentarités existant entre les actions menées par les différents partenaires concernés².</p> <ul style="list-style-type: none"> • Mobiliser tous les acteurs autour d'un projet prioritaire pour le développement durable de la Bretagne³. • Apporter la contribution de la Bretagne aux engagements internationaux et nationaux de la France (Convention sur la Diversité Biologique, Stratégie Nationale de la Biodiversité, Charte de l'environnement...). Compte tenu de sa richesse en espèces endémiques et en milieux singuliers, la Bretagne assume en effet une responsabilité particulière en termes de préservation de la biodiversité⁴. • Favoriser une meilleure intégration de la préservation de la biodiversité dans les politiques sectorielles de la Région, et concrétiser de la sorte les engagements du Conseil régional. • Le Conseil régional souhaitait se saisir de manière volontariste de la nouvelle compétence régionale relative à la création et à la gestion des réserves naturelles régionales.
Organisme "moteur"	Conseil régional de Bretagne.
Eléments de gouvernance	 Pour plus de détails se reporter au paragraphe « Zoom sur l'élaboration de la stratégie ».
Antécédents	<ul style="list-style-type: none"> • Partenariats avec les parcs naturels régionaux (PNR). • Contrats nature territoriaux et thématiques : préservation des espaces naturels en liaison avec les collectivités et le tissu associatif. • Partenariats avec les établissements publics : Conservatoire botanique national de Brest, Conservatoire du littoral. <p> Pour plus de détails se reporter au paragraphe « Historique et contexte ».</p>
Inscription dans les documents de planification	 Pour plus de détails se reporter au paragraphe « Zoom sur le contenu de la stratégie ».


3. Structuration et principales finalités des documents analysés

Principales finalités des documents analysés	<p>Le Schéma régional du patrimoine naturel et de la biodiversité en Bretagne a pour objectifs de :</p> <ul style="list-style-type: none"> • construire, via l'élaboration du diagnostic, un socle partagé de connaissances permettant de préserver et de gérer le patrimoine naturel ; • proposer une stratégie territoriale de préservation du patrimoine naturel et de la biodiversité que l'ensemble des acteurs concernés pourra accompagner. <p>➔ Ce schéma se propose d'être un cadre de référence stratégique régional dont chaque acteur pourra se saisir, chacun selon ses possibilités et à son niveau de compétences.</p>
--	--


² Schéma régional du patrimoine naturel et de la biodiversité en Bretagne, Conseil régional de Bretagne, 2007, p.10.

³ Schéma régional du patrimoine naturel et de la biodiversité en Bretagne, Conseil régional de Bretagne, 2007, p.5.

⁴ Schéma régional du patrimoine naturel et de la biodiversité en Bretagne, Conseil régional de Bretagne, 2007, p.9.

	<p>Plus précisément, ce schéma a vocation à :</p> <ul style="list-style-type: none"> • préciser les engagements du Conseil régional pour la mise en œuvre des actions définies dans la stratégie ; • suggérer des pistes d'actions pour les autres acteurs qui souhaiteraient s'engager volontairement dans la mise en œuvre de cette stratégie.
Description et/ou structuration des documents analysés	<p style="text-align: center;">Schéma régional du patrimoine naturel et de la biodiversité en Bretagne</p> <div style="display: flex; justify-content: space-between;"> <div style="width: 45%;"> <p>Préambule</p> <ul style="list-style-type: none"> • Pourquoi ce Schéma régional ? • Les modalités de son élaboration <p>1) Diagnostic</p> <ul style="list-style-type: none"> • Etat de la connaissance • Etat de la protection • Etat de la gestion • Les recherches transversales • Les partenariats, les conventions, les contrats • La structuration du stockage et des échanges de données <p>2) Définition des orientations</p> <ul style="list-style-type: none"> • Rappel de la problématique • Les enjeux • Les objectifs opérationnels <p>3) La stratégie du Conseil régional</p> <p>4) En conclusion</p> <p>Annexes</p> <p> Pour plus de détails sur les parties Diagnostic et Stratégie, se reporter aux paragraphes correspondant.</p> </div> <div style="width: 50%; font-style: italic;"> <p>Cadrage et présentation de la démarche</p> <p>Diagnostic partagé du territoire</p> <p>La stratégie</p> </div> </div>

4. Analyse du diagnostic du territoire	
Existence	Oui. Un diagnostic partagé du territoire a été réalisé dans le cadre de l'élaboration du Schéma régional pour le patrimoine naturel et la biodiversité de Bretagne.
Description	<p>Il s'agit d'une synthèse, à l'échelle régionale, de l'état de la connaissance, de la protection et de la gestion du patrimoine naturel en Bretagne. Il recense notamment les données disponibles et les actions menées par les différents acteurs concernés, sur la faune, la flore et les habitats bretons. Un de ses principaux objectifs est de mettre à disposition de tous, un outil de connaissance synthétique et prospectif.</p> <p>Le diagnostic intègre une triple approche :</p> <ul style="list-style-type: none"> • approche territoriale ou géographique qui se concrétise par la mise en forme de cartes thématiques ; • approche thématique par milieux et groupes faunistiques et floristiques selon 3 entrées : connaissance, protection et gestion ; • approche en termes de besoins et de stratégies à mettre en œuvre pour y répondre, selon la vision des acteurs locaux et des documents de programmation existants.

Description	<p><u>Structuration et contenu du diagnostic partagé du territoire :</u></p> <p>1) Etat de la connaissance :</p> <ul style="list-style-type: none"> • La connaissance des territoires : <ul style="list-style-type: none"> ➤ les territoires sur lesquels ont été identifiés et cartographiés les habitats naturels : identification des dispositifs de cartographie, des organismes les mettant en œuvre et des habitats concernés (+ carte) ; ➤ les territoires dont on a qualifié l'intérêt patrimonial en termes de présence/absence d'une ou plusieurs espèces ou milieux rares, fragiles, protégés : carte ZNIEFF/ZICO ; ➤ les territoires sur lesquels ont été menés des inventaires de milieux d'intérêts écologiques : initiatives, acteurs et territoires concernés (+ carte) ; ➤ les autres sites connus et reconnus : identification et cartographie. • La connaissance des espèces : les espèces végétales - les espèces animales : brève synthèse des initiatives d'acquisition de connaissances en Bretagne. • Synthèse de l'état de la connaissance : état des lieux de la pression d'inventaire ; appréciation et hiérarchisation du niveau de connaissance des milieux naturels ; état des lieux très succinct du niveau de connaissance des grands groupes d'espèces végétales ; état des lieux très succinct du degré de connaissance des grands groupes d'espèces animales et identification des principaux acteurs concernés. • Le point de vue des interlocuteurs : priorités & propositions. <p>2) Etat de la protection :</p> <ul style="list-style-type: none"> • Les protections réglementaires : définition des différents outils de protection réglementaire concernant la Bretagne ; tableau de leur répartition en nombre et en surface pour chacun des 4 départements ; cartographie. • Les protections foncières publiques : les protections foncières publiques concernant la Bretagne, leur importance et leur répartition ; cartographie. • Les autres protections foncières : identification et cartographie ; • Le point de vue des interlocuteurs : priorités, questions & suggestions. <p>3) Etat de la gestion :</p> <ul style="list-style-type: none"> • Les pratiques de gestion en Bretagne : cartographie des sites objets d'une gestion et tableau de synthèse des pratiques de gestion par organisme concerné ; • Le point de vue des interlocuteurs : constat partagé & propositions. <p>4) Les recherches transversales / 5) Les partenariats, les conventions, les contrats / 6) La structuration du stockage et des échanges de données : Résumé synthétique ; Le point de vue des interlocuteurs (propositions) ; Autres aspects de la problématique abordés par les interlocuteurs (évaluation, les réseaux, les échanges, la diffusion de la connaissance).</p> <p>Le diagnostic se termine par l'identification :</p> <ul style="list-style-type: none"> • d'un certain nombre d'atouts et de faiblesses relatifs à l'état de la connaissance, de la préservation et de la gestion du patrimoine naturel breton, et aux réseaux d'acteurs concernés ; • des grands enjeux régionaux (voir ci-après).
Modalités de gouvernance pour l'élaboration du diagnostic	<p> Dans un souci de lisibilité et afin d'éviter les répétitions, et parce que le processus d'élaboration du diagnostic et de la stratégie forme un tout, les modalités de gouvernance mises en place pour l'élaboration du diagnostic sont développées dans le paragraphe « Zoom sur l'élaboration de la stratégie ».</p>

Modalités de gouvernance pour l'élaboration du diagnostic	<p>En résumé : Le diagnostic a été animé et rédigé par le prestataire de service mandaté par la Région, essentiellement sur la base :</p> <ul style="list-style-type: none"> des documents d'intérêt régional et des bases de données existantes (notamment les orientations régionales de gestion de la faune sauvage et d'amélioration de la qualité de leurs habitats (ORGFH), les rapports des « Contrats nature »...) → recueil de données auprès des différents acteurs régionaux du patrimoine naturel ; de l'exploitation des entretiens et contributions des différents acteurs territoriaux sollicités. <p>Le diagnostic partagé du territoire a été débattu et validé par le comité de pilotage lors de sa deuxième réunion.</p>
Définition des enjeux	<p>« L'enjeu est la préservation du patrimoine naturel breton, cette préservation participant aux engagements internationaux et nationaux de stopper la perte de la diversité biologique d'ici à 2010 ». Il se décline en 4 grands enjeux :</p> <ol style="list-style-type: none"> 1. Amélioration de la connaissance du patrimoine naturel, de la compréhension du fonctionnement des écosystèmes et de l'anticipation des évolutions ; 2. Préservation des milieux, de la diversité des espèces et des sites d'intérêt géologiques ; 3. Implication des politiques publiques, des acteurs socioéconomiques, des usagers, et de la population ; 4. La mise en réseau des acteurs et des données. <p>Les enjeux découlent de la lecture du diagnostic et des débats au sein du comité de pilotage⁵.</p>
Difficultés	<ul style="list-style-type: none"> La réalisation du diagnostic s'est initialement heurtée à quelques réticences de la part des partenaires associés à la démarche, et notamment des scientifiques. Certains d'entre eux estimaient en effet que le degré de connaissance du territoire (22% du territoire terrestre, et 3% du territoire maritime) ne permettait pas d'établir un diagnostic suffisamment précis pour définir une stratégie d'actions. La Région et ses partenaires ont alors réaffirmé leur volonté de ne pas envisager ce diagnostic comme un inventaire exhaustif du patrimoine naturel, mais bien comme un exercice partagé permettant d'identifier les principaux manques afin d'en faire des axes d'interventions prioritaires. Ce diagnostic est un état des lieux de l'existant et des principaux manques en termes de connaissance, protection et gestion du patrimoine naturel breton, mais il est très synthétique et comporte finalement assez peu d'informations sur les principales caractéristiques de la biodiversité bretonne.
Réussites	<ul style="list-style-type: none"> Cet état des lieux identifie les principales connaissances disponibles, les principales actions de protection et de gestion du patrimoine naturel breton, ainsi que les acteurs impliqués et la nature de leur intervention. Ce diagnostic partagé constitue un premier socle de réflexion commun aux différents acteurs concernés, et sa réalisation a déjà permis un premier niveau d'échange et de mutualisation de l'information. Le travail fourni pour l'élaboration des ORGFH, ainsi que les profils environnementaux réalisés au niveau des Pays ont directement alimenté le diagnostic.
Remarques	Le diagnostic a essentiellement été réalisé sur la base du dire des experts locaux.

5. Analyse de la stratégie

5.1 - Zoom sur son élaboration

Qui et quand ?	Le Schéma régional du patrimoine naturel et de la biodiversité en Bretagne a été élaboré dans le cadre d'un large processus participatif, entre 2005 et 2007. Son élaboration et sa rédaction ont été confiées à un prestataire de service mandaté par la Région.
----------------	---

⁵ Schéma régional du patrimoine naturel et de la biodiversité en Bretagne, Conseil régional de Bretagne, 2007, p.49.

Le Conseil régional de Bretagne est à l'origine de l'élaboration du Schéma. Ce dernier a cependant été élaboré dans le cadre d'une large démarche de concertation associant tous les acteurs locaux concernés.

Les instances de gouvernance mises en place pour l'élaboration de la stratégie :

- Dès le début de sa réflexion, le Conseil régional de Bretagne a mis en place un **comité de pilotage (COPIL)** associant l'ensemble des partenaires institutionnels ou associatifs régionaux concernés par les enjeux de la biodiversité⁶ :
 - **Associations régionales de protection de l'environnement** : Bretagne vivante ; Conservatoire régional des espaces naturels de Bretagne ; Fédération centre Bretagne environnement ; Groupe mammalogique breton ; Groupe régional d'étude des invertébrés armoricains ; Ligue de protection des oiseaux ; Société géologique et minéralogique de Bretagne.
 - **Collectivités : organismes et instances régionaux et départementaux** : Associations des maires des quatre départements ; Conseil économique et social régional (CESR) ; Conseils généraux des Côtes-d'Armor, du Finistère, de l'Ille-et-Vilaine, et du Morbihan ; Conseil régional de Bretagne ; Conseil scientifique régional du patrimoine naturel (CSRPN).
 - **Organismes publics** : Conseil supérieur de la pêche ; Conservatoire botanique national de Brest ; Conservatoire de l'espace littoral et des rivages lacustres ; Institut français de recherche pour l'exploitation de la mer ; Institut national de la recherche agronomique ; Muséum national d'histoire naturelle (Concarneau) ; Office national de la chasse et de la faune sauvage ; Office national des forêts.
 - **Services déconcentrés de l'Etat** : Préfecture de Région, Direction régionale de l'environnement (DIREN/DREAL), Direction régionale de l'agriculture et de la forêt (DRAF).
 - **Autres** : Centre régional de la propriété forestière ; Chambre régionale d'agriculture ; Fédération régionale de chasse ; Institut régional du patrimoine ; Institut universitaire européen de la mer ; Mission parc naturel marin d'Iroise ; Ouest grands migrateurs (représentant les quatre fédérations départementales des AAPPMA) ; Parc naturel régional d'Armorique ; Université de Bretagne Ouest.
- Il s'est réuni 3 fois, aux moments forts de la démarche :
 - début : présentation de la démarche et amendement du cahier des charges ;
 - mi-parcours : débat et validation du diagnostic partagé ;
 - fin : réunion de restitution en 2006.
- Un **comité technique plus restreint** composé du service Patrimoine naturel de la Région, de la DIREN/DREAL de Bretagne et du prestataire de service (5 personnes) a également été mis en place. Ce comité s'est réuni fréquemment au cours de la démarche (plusieurs fois par mois).
- **4 comités thématiques composés des principaux acteurs locaux concernés (membres du COPIL notamment) ont été mis en place** afin de contribuer et de débattre des enjeux, des objectifs, des orientations et des actions à définir dans le cadre de la stratégie : amélioration de la connaissance ; préservation des milieux, des espèces et des sites d'intérêt géologique ; Implication des politiques publiques, des acteurs, des usagers et de la population ; Mise en réseau des acteurs et des données.

Les modalités de gouvernance dans le déroulement de la démarche :

- La Région a défini en interne le **cahier des charges** précisant les modalités de structuration et d'élaboration du schéma (réalisation du diagnostic, définition des enjeux, déclinaison opérationnelle et positionnement des outils d'intervention régionaux). Ce cahier des charges a été présenté, amendé et validé lors de la première réunion du comité de pilotage. La mission a ensuite été confiée à un prestataire de service (bureau d'études en environnement).

⁶ Schéma régional du patrimoine naturel et de la biodiversité en Bretagne, Conseil régional de Bretagne, 2007, p.10, p.98.

Modalités de gouvernance pour l'élaboration de la stratégie	<ul style="list-style-type: none"> • Sollicitation des acteurs du territoire⁷ : des rencontres et entretiens ont été organisés avec les acteurs régionaux et départementaux institutionnels, scientifiques ou associatifs afin de prendre en compte la multiplicité des approches et de connaître : <ul style="list-style-type: none"> ➢ la contribution de chacun aux politiques territoriales et aux actions de connaissance, préservation, gestion du patrimoine naturel, à la recherche sur la biodiversité, et son implication dans des réseaux d'acteurs ; ➢ leur avis sur la situation du patrimoine naturel régional, et les besoins de renforcement ou de mise en place d'actions permettant la préservation de ce patrimoine et de la biodiversité. <p>La liste des acteurs ayant contribué à l'élaboration du schéma, et notamment de son diagnostic, comprend des organismes scientifiques développant des axes de recherche concernant le patrimoine naturel, des associations ayant des activités naturalistes de connaissance du patrimoine, de gestion et de diffusion de la connaissance sur le territoire breton, des personnalités scientifiques reconnues comme experts régionaux dans leur discipline, des représentants socioprofessionnels (forêt, agriculture), des collectivités territoriales...</p> <ul style="list-style-type: none"> • Outre leur rôle de suivi de la démarche, les membres du comité de pilotage ont été sollicités pour apporter une contribution écrite lors de la phase de définition des enjeux. La traduction des enjeux en objectifs opérationnels puis en actions a également fait l'objet d'un débat approfondi⁸. • Gouvernance interne au Conseil régional : les services du Conseil régional ont été associés à la démarche via leur participation aux différentes instances mises en place, et des consultations directes (ex : services agriculture, pêche, recherche...). • Consultation du Conseil scientifique régional du patrimoine naturel (CSRPN) : le résultat des travaux du comité de pilotage et des partenaires a été soumis à l'avis du CSRPN qui a délivré un avis favorable. • La création du BB5 : Bretagne Biodiversité 5 : Lors de l'élaboration du schéma, Région et Départements ont ressenti le besoin de mettre en place un lieu privilégié de discussion afin de pouvoir échanger sur les objectifs de la démarche, et sur les attributions et modalités d'interventions de chacun. • La Région a piloté cette démarche, tout en travaillant en collaboration étroite avec la DIREN/DREAL de Bretagne, afin d'établir un véritable socle commun et partagé d'intervention pour la préservation de la biodiversité bretonne.
Difficultés	<ul style="list-style-type: none"> • L'élaboration du Schéma régional du patrimoine naturel et de la biodiversité en Bretagne a connu des débuts marqués par l'incompréhension de certains partenaires. Il semblerait en effet que ce document ait pu être initialement perçu comme un guide des aides régionales en faveur de la protection de la biodiversité, et parfois abordé avec une certaine logique de guichet. • La question de la légitimité de la Région pour lancer une telle démarche, et de ses répercussions possibles sur la répartition des rôles et interventions de chacun dans ce domaine s'est également posée. La mise en place du BB5 résulte notamment de ces interrogations. • La mobilisation des services du Conseil régional pour l'élaboration du schéma a été variable d'un service à l'autre, et globalement jugée insuffisante. La prise en compte transversale de la biodiversité dans les politiques régionales sectorielles se heurte en effet souvent à un manque de sensibilisation et de sensibilité à cette problématique.
Réussites	<ul style="list-style-type: none"> • Malgré quelques réticences initiales, les modalités de gouvernance mises en place ont globalement bien fonctionné : <ul style="list-style-type: none"> ➢ participation satisfaisante de la plupart des partenaires associés et bonne appropriation de la démarche et du schéma ;

⁷ Schéma régional du patrimoine naturel et de la biodiversité en Bretagne, Conseil régional de Bretagne, 2007, p. 10, p.99.

⁸ Schéma régional du patrimoine naturel et de la biodiversité en Bretagne, Conseil régional de Bretagne, 2007, p. 11.

Réussites	<ul style="list-style-type: none"> ➤ la dynamique régionale mise en place a permis de faire émerger de nouvelles pistes d'actions (ex : observatoire régional du patrimoine naturel) et d'échanges (ex : création du BB5) ; ➤ cette démarche s'est notamment appuyée sur le tissu associatif riche et dynamique qui caractérise la Bretagne. <ul style="list-style-type: none"> • Le Schéma régional du patrimoine naturel et de la biodiversité en Bretagne est le fruit d'une large concertation entre les acteurs locaux du patrimoine naturel (État, collectivités territoriales, acteurs socio-économiques, tissu associatif et scientifique...). Ces modalités d'élaboration participatives ont permis l'émergence d'enjeux et d'objectifs communs, et <i>in fine</i> d'en faire une déclinaison opérationnelle partagée. • Le Conseil régional a piloté l'élaboration de ce schéma, mais la DIREN/DREAL a été associée à la démarche dès le départ. Cet étroit travail collaboratif entre Etat et Région favorise la mise en place d'un socle partagé d'intervention pour la préservation de la biodiversité bretonne.
-----------	---

5.2 - Zoom sur son contenu

Référence aux documents cadre Biodiversité	<ul style="list-style-type: none"> • Stratégie Nationale pour la Biodiversité (2004) • Loi de démocratie de proximité (2002) • Charte pour l'environnement (2004) <p>➔ « Cette initiative s'inscrit pleinement dans le cadre de la stratégie nationale en faveur de la biodiversité et est également en phase avec la loi de démocratie de proximité de 2002 qui confie aux Conseils régionaux la possibilité de réaliser des inventaires floristiques et faunistiques »⁹ et leur permet d'envisager la création de réserves naturelles régionales¹⁰.</p> <p>Remarque : Le Schéma régional du patrimoine naturel et de la biodiversité en Bretagne vise en effet à apporter la contribution de la Bretagne aux engagements de la France, tout en s'affranchissant du « cadre » de ces documents afin d'obtenir une analyse adaptée au contexte régional.</p>
Principaux objectifs	<p>Définir de manière concertée la politique de préservation de la Bretagne, dans le cadre de laquelle la Région positionne ses propres interventions.</p>
Structuration	<p style="text-align: center;">4 enjeux ➔ 15 objectifs opérationnels ➔ 24 actions</p> <p>On distingue 2 grandes parties dans la stratégie contenue dans le Schéma régional du patrimoine naturel et de la biodiversité en Bretagne :</p> <ul style="list-style-type: none"> • <u>La définition des orientations du Schéma régional du patrimoine naturel et de la biodiversité en Bretagne</u> ➔ il s'agit de la définition de la stratégie du territoire breton, c'est-à-dire du <u>cadre commun d'intervention pour préserver la biodiversité régionale</u>. <p>Pour répondre aux 4 enjeux identifiés en fin de diagnostic, 15 objectifs opérationnels ont été définis de façon partagée.</p> <p>« Chaque objectif opérationnel est rattaché à un enjeu et se propose d'apporter une réponse aux besoins ou manques identifiés dans la phase diagnostic, en ce qui concerne cet enjeu. À noter que certaines réponses s'appuient bien évidemment sur des orientations déjà publiées ou des actions déjà engagées par les différents acteurs, et s'inscrivent en complémentarité »¹¹.</p> <p>Ainsi, chacun des objectifs se présente sous la forme d'une fiche comprenant généralement une synthèse des acquis et des faiblesses identifiés dans le diagnostic, les priorités retenues lorsqu'il y en a, et la liste des actions qui lui sont rattachées.</p>

⁹ Schéma régional du patrimoine naturel et de la biodiversité en Bretagne, Conseil régional de Bretagne, 2007, p.5.

¹⁰ Schéma régional du patrimoine naturel et de la biodiversité en Bretagne, Conseil régional de Bretagne, 2007, p.9.

¹¹ Schéma régional du patrimoine naturel et de la biodiversité en Bretagne, Conseil régional de Bretagne, 2007, p. 50.

Les 15 objectifs opérationnels sont répartis dans les 4 grands enjeux :

➤ **Enjeu 1 : amélioration de la connaissance**

1. Amélioration des connaissances sur les habitats
2. Amélioration des connaissances sur les espèces
3. Suivi et actualisation des données
4. Identification des menaces

➤ **Enjeu 2 : préservation des espèces, des milieux, des sites d'intérêt géologique**

5. Définition des listes prioritaires en termes d'enjeu de préservation du patrimoine naturel et de la biodiversité en Bretagne
6. Limitation du morcellement et de la consommation d'espaces naturels par leur prise en compte dans les opérations d'urbanisme ou de créations d'infrastructures
7. Définition et pérennisation d'un réseau de milieux naturels interconnectés à l'échelle régionale
8. Promotion de l'amélioration, à l'échelle locale, d'une "trame verte" maillant le territoire
9. Activation raisonnée des outils de préservation et de gestion

➤ **Enjeu 3 : implication des politiques publiques, des acteurs, des usagers et de la population**

10. Renforcement de la culture générale sur le patrimoine naturel et la biodiversité, sensibilisation, vulgarisation
11. Renforcement de la prise en compte des enjeux de préservation du patrimoine naturel et de la biodiversité par les acteurs de la gestion et de l'aménagement du territoire
12. Mise en cohérence des actions de formation

➤ **Enjeu 4 : mise en réseau des acteurs et des données**

13. Création d'une base de métadonnées régionale
14. Conception d'outils de centralisation des informations, au niveau régional, sur les acteurs et les réseaux (présentation, demandes, besoins d'échanges et de partenariat)
15. Création et animation, au niveau régional, de rencontres et d'échanges thématiques autour de problématiques techniques de méthodologies et de gestion du patrimoine naturel


• **La dernière partie du schéma contient la stratégie du Conseil régional de Bretagne ➔**

Plus précisément, il s'agit des 24 propositions d'actions composant la stratégie et déclinant les orientations préalablement identifiées. Pour chacune d'elles, le Conseil régional précise quel sera son positionnement et son engagement.

Ces 24 actions sont réparties en 2 grandes priorités de la Région.

Chacune des 24 actions est présentée sous la forme d'une fiche comprenant :

- l'intitulé de l'action ;
- le rappel des enjeux et objectifs opérationnels dans lesquels elle s'inscrit ;
- la description de l'action ;
- **la mise en œuvre de l'action, qui précise :**
 - ✓ si l'action est déjà mise en œuvre : action relevant de missions réglementaires, la structure chargée de sa mise en œuvre est alors clairement identifiée. Les propositions du schéma consistent en sa pérennisation et sa poursuite, les « porteurs de l'action » étant cités ;
 - ✓ si l'action est encore à définir : propositions de pistes de réflexion pour les partenaires qui apparaissent le plus à même de s'y impliquer ;
 - ✓ si l'action est déjà initiée localement et mériterait d'être étendue voire généralisée : les partenaires déjà actifs sont alors cités et des suggestions d'autres engagements possibles sont faites.

	<ul style="list-style-type: none"> ➤ le positionnement du Conseil régional (CR) précisant les engagements propres de la collectivité territoriale : <ul style="list-style-type: none"> ⇒ CR légitime et compétent pour mettre en place l'action (5) * * * ⇒ CR partie prenante à la mise en œuvre de l'action (12) * * ⇒ CR accompagnera la mise en place de l'action (7) * ➤ Indicateurs de suivi.
Contenu de la stratégie	<p> Le « Contenu de la stratégie » porte uniquement sur la dernière partie du Schéma, à savoir « La stratégie du Conseil régional de Bretagne » contenant les 24 propositions d'actions pour décliner les orientations de la stratégie. Ces 24 actions contiennent les engagements du Conseil régional ainsi que des propositions d'actions partenariales. En italique, sont indiqués les perspectives de mise en œuvre envisagées, ainsi que le positionnement du Conseil régional (en fonction du nombre d'étoiles (*) voir ci-avant).</p> <p>PRIORITE 1 : VERS UN OBSERVATOIRE REGIONAL DU PATRIMOINE NATUREL ET DE LA BIODIVERSITE (CONNAISSANCE)</p> <p>Renforcer les inventaires, et harmoniser la collecte, le traitement et le suivi des données acquises.</p> <ul style="list-style-type: none"> • Développer une vision globale et prospective <ul style="list-style-type: none"> ➤ Action 1 : Créer un observatoire régional du patrimoine naturel et de la biodiversité (mise en place d'un réseau scientifique et technique de connaissances), qui outre la sensibilisation du public, constituera un lieu d'information, d'expertise et d'échange de données entre les décideurs, les techniciens et le monde scientifique. <ul style="list-style-type: none"> ⇒ Réalisation d'une étude de faisabilité afin de définir les missions (ex : catalogue des inventaires existants, définition de méthodologies harmonisées pour l'acquisition des données et leur archivage, définition des priorités en termes de pression d'inventaires...), la structure, et le statut de cet observatoire. ** Partenariat Région, Etat, établissements de recherche, associations naturalistes, réseaux d'opérateurs de gestion des espaces naturels, collectivités territoriales. ➤ Action 2 : Renforcer Bretagne-Environnement (créé en partenariat avec l'Etat et en collaboration avec l'ensemble des acteurs de l'environnement). <ul style="list-style-type: none"> ⇒ Créer une base de métadonnées régionale pilotée par Bretagne-Environnement : définition de la structure d'une banque de données décrivant les données existantes, sollicitation des organismes producteurs, soutien méthodologique aux partenaires, conditionnement de l'attribution des fonds publics pour la production des données... ⇒ Créer sur le site de Bretagne – Environnement un répertoire régional : recensant les réseaux existants d'acteurs du patrimoine naturel, les actions qu'ils entreprennent et les outils qu'ils ont créés...et étendre ce réseau au niveau interrégional, national, et européen. ** Le CR souhaite renforcer les missions de Bretagne-Environnement dans le cadre du CPER 2007 – 2013 via notamment la création d'un groupement d'intérêt public. • Conforter les inventaires et leurs représentations cartographiques <p>Améliorer la connaissance (actualisation et enrichissement des inventaires naturalistes) et spatialiser les données (créations d'outils cartographiques) pour un meilleur suivi et une évaluation environnementale des politiques publiques.</p> <ul style="list-style-type: none"> ➤ Action 3 : Inscrire les moyens de l'actualisation dans les protocoles des inventaires à initier et déjà initiés : proposition d'une démarche méthodologique dont pourront se saisir les maîtres d'ouvrage concernés. <p><i>Il appartient aux maîtres d'ouvrages publics ou associatifs à l'initiative d'études du patrimoine naturel de se saisir de cette démarche et de prévoir les budgets correspondants.</i></p> ** Le CR favorisera une harmonisation des protocoles d'inventaires dans le cadre de ses politiques. ➤ Action 4 : Poursuivre et enrichir l'inventaire des ZNIEFF notamment en milieu marin.

L'inventaire ZNIEFF relève de la compétence de l'Etat. Porteurs de l'action : DREAL, CSRPN.

* **Le CR poursuivra sa contribution à l'enrichissement de cet inventaire via ses Contrats nature.**

- **Action 5** : Cartographier, de façon exhaustive, les espaces naturels par grands types d'habitats. Approche à l'échelle de la commune, pouvant être assurée au niveau des SCOT, et déjà initiée par d'autres collectivités locales.

L'action pourrait être initiée par les EPCI ou Syndicats mixtes des SCOT dotés de structures d'étude en liaison étroite avec les Pays, par les partenaires du Réseau benthique, dans le cadre des politiques départementales des ENS.

* **Le CR poursuivra son aide pour la cartographie des habitats via son FRAC/GPN sous réserve de respecter une méthodologie définie dans un cahier des charges régional.**

• Renforcer les réseaux scientifiques et la recherche

- **Action 6** : Appuyer et conforter les réseaux scientifiques existants permettant la collaboration des organismes de recherche et des associations naturalistes.

Attribution de crédits d'Etat aux programmes de recherche des organismes publics.

Partenariats entre ces organismes et les associations naturalistes en fonction de leurs volontés respectives.

* **Intervention du CR** via l'inscription du programme REBENT parmi ses priorités au sein du volet « environnement » du CPER 2007-2013, et le soutien des initiatives prises par les universités et les associations naturalistes dans le cadre des Contrats nature.

- **Action 7** : Inscrire une entrée "biodiversité" ou "patrimoine naturel" dans les critères d'attribution des allocations de recherche régionales.

*** **Mise en place de l'action dans le cadre du programme Régional de soutien à la recherche.**

- **Action 8** : Créer une cellule de suivi des espèces envahissantes (veille, conception de stratégie d'intervention adaptée).

Cellule pouvant associer tous les partenaires concernés (services de l'Etat, organismes publics gestionnaires de la faune, IFREMER, INRA, CBNB...).

* **Le CR entend promouvoir une veille sur ce sujet en lien avec les compétences scientifiques et universitaires existantes.**

PRIORITE 2 : UN PROGRAMME D'ACTIONS TERRITORIALES HIERARCHISEES POUR LA PROTECTION DES ESPACES ET DES ESPECES (PROTECTION)

Mettre en place une politique régionale conjuguant l'action réglementaire et les politiques contractuelles, à différentes échelles territoriales, et qui appréhende simultanément la nature ordinaire et remarquable.

• Favoriser une prise de conscience environnementale partagée

Contribuer au renforcement des politiques d'information, de sensibilisation et de formation en direction du grand public et des décideurs sur cette thématique.

- **Action 9** : Inciter à la prise en compte du patrimoine naturel dans le cadre des démarches de Pays et d'Agenda 21 locaux : initier des démarches Agenda 21 dans les services de l'Etat et les collectivités territoriales.

Mise en place volontaire d'Agenda 21 par les services ou collectivités intéressés.

*** **Le Conseil régional favorisera la prise en compte de la préservation de la biodiversité dans les Agenda 21 locaux notamment au niveau des Pays.**

- **Action 10** : Favoriser l'émergence de pratiques de gouvernance permettant de prendre en compte le patrimoine naturel en amont de tout projet.

* **Le Conseil régional s'associera à toute initiative pour promouvoir l'émergence de nouvelles pratiques de gouvernance.**

- **Action 11** : Offrir des formations adaptées dans le domaine du patrimoine naturel et de la biodiversité : initier un lieu de rencontres et d'échanges entre les divers organismes de

formation afin de définir en commun les orientations et la programmation des sessions en rapport avec les enjeux et les objectifs du schéma régional ; inciter les organismes professionnels à inclure une approche patrimoine naturel dans les formations techniques ; créer un répertoire des acteurs et des actions de formation ; créer des outils pédagogiques à disposition des responsables de la gouvernance des territoires et valoriser les outils existants → Profiter des projets locaux (PLU, SCOT...) et des instances de gouvernance existantes pour offrir aux élus des actions pédagogiques centrées autour de la valorisation des expériences et la découverte du terrain.

Pourraient se saisir de cette action : l'IRPA en complémentarité avec le REEB, les organismes de formation, les chambres consulaires, les organismes professionnels, les associations naturalistes et les chercheurs ; ainsi que les collectivités territoriales, les porteurs de projets locaux, les organismes de gouvernance et les services de l'Etat afin de proposer des formations.

* **Le Conseil régional soutiendra** les initiatives portées par les organismes de formation et le tissu associatif afin de former un large public aux enjeux de la préservation de la biodiversité.

- **Action 12** : Mettre en place des actions de sensibilisation des pratiquants de sport nature : formation des encadrants, mise à disposition d'outils pédagogiques, sensibilisation des pratiquants non fédérés.

Pilote possible de l'action : le Centre régional d'expertise et de ressources (CRER) des sports de nature, avec un partenariat envisageable avec d'autres acteurs locaux (fédérations sportives de pleine nature...).

** **Le Conseil régional entend consolider le CRER et accompagner les actions mises en place.**

- **Action 13** : Mettre en place une stratégie de communication visant à sensibiliser le grand public au patrimoine naturel (sollicitations des médias locaux, soutien aux publications...).

Mise en place de synergies entre les collectivités territoriales réalisant des actions de communication sur le sujet. Les associations impliquées dans la préservation du patrimoine naturel pourraient également s'associer à cette démarche.

** **Le Conseil régional diffuse** un certain nombre de documents pédagogiques sur le patrimoine naturel et souhaite poursuivre son action.

• Construire un réseau écologique breton

Renforcer le soutien du Conseil régional aux outils d'acquisition foncière et de gestion des grandes entités naturelles avec priorité au maillage bocager, au réseau des rivières à forte richesse halieutique et au littoral.

- **Action 14** : Conforter la protection des espaces naturels par la maîtrise foncière : mise en place d'un établissement public foncier (EPF) en partenariat avec l'Etat, ayant vocation à accompagner les collectivités et le Conservatoire du littoral dans l'acquisition et le portage du foncier afin de démultiplier leur action dans le domaine de la protection des espaces naturels (soustraire les sites naturels remarquables à l'urbanisation, création systématique de plan de gestion, favoriser l'amélioration de la connaissance et la valorisation des sites...).

Porteurs de l'action : Etat, Région, Départements, ainsi que les collectivités locales avec le Conservatoire du littoral.

** **Le Conseil régional renforcera son soutien au Conservatoire du littoral.**

- **Action 15** : Promouvoir des programmes locaux de gestion des espaces naturels : poursuivre et généraliser la mise en œuvre de documents de gestion dans tous les espaces bénéficiant d'une protection réglementaire ou foncière ; promouvoir les partenariats avec les structures locales pour des actions de gestion de certains milieux ; apporter une assistance méthodologique aux communes littorales pour la gestion des laisses de mer ou de l'estran → guides techniques ou interventions de personnels compétents.

Les Conseils généraux sont des acteurs essentiels pour la mise en œuvre de cette action. Des partenariats locaux sont envisagés avec les collectivités territoriales ou les Pays, les agriculteurs ou associations naturalistes...

** **Le Conseil régional entend développer sa politique des Contrats nature et conforter son partenariat avec le Conservatoire du littoral (convention pluriannuelle).**

- **Action 16** : Promouvoir les corridors constitués par les espaces riverains des canaux bretons.
***** Le Conseil régional privilégiera une gestion écologique des espaces riverains à travers sa compétence sur les canaux bretons.**
- **Action 17** : Poursuivre les politiques publiques pour les milieux aquatiques : poursuivre et étendre à l'ensemble du réseau hydrographique les mesures et programmes liés à l'application de la Directive cadre sur l'eau (DCE) et du SDAGE Loire-Bretagne, et notamment développer les aspects d'inventaires et de description du fonctionnement des milieux aquatiques et zones humides sur tout le territoire régional dans le cadre de l'élaboration des documents d'urbanisme.
Mise en œuvre de cette action via les commissions locales de l'eau (CLE), les collectivités locales...
**** Le Conseil régional souhaite privilégier la mise en œuvre des SAGE sur le territoire breton dans le cadre d'un large partenariat.**
- **Action 18** : Poursuivre la mise en œuvre des outils de connaissance, de restauration et de gestion des milieux aquatiques.
Missions réglementaires des différents organismes concernés (ONEMA...). Outils et aides financières des politiques de l'Agence de l'eau dont peuvent se saisir les collectivités territoriales.
**** Le CR souhaite dans le cadre d'un large partenariat (État, Départements, EPCI, communes, Fédérations de pêche, Agence de l'eau), poursuivre l'action en faveur des espèces amphihalines.**
- **Action 19** : Mettre en place une politique d'amélioration du réseau bocager breton : réalisation d'un état des lieux quantitatif et qualitatif des bocages bretons ; définition d'une stratégie de restauration et de replantation conduite en cohérence avec la PAC.
Réorienter, en fonction de l'état des lieux, les programmes déjà initiés par les Conseils généraux, les Chambres d'agriculture et le Conseil régional, en intégrant cette dimension fonctionnelle dans les critères. Enrichir et valoriser les recherches et actions menées par l'INRA, les universités, les Chambres d'agriculture, et les associations.
**** Le Conseil régional souhaite associer l'ensemble des acteurs concernés afin de définir une stratégie commune en faveur de l'amélioration du réseau bocager breton (CPER 2007 – 2013).**
- **Préserver les espaces naturels emblématiques**
 Conforter les politiques de conservation du patrimoine naturel relevant de la compétence ou de l'initiative du Conseil régional en renforçant le soutien aux parcs naturels régionaux (PNR), aux réserves naturelles régionales (RNR), aux grands sites naturels et aux Contrats nature.
 - **Action 20** : Poursuivre et conforter la mise en œuvre du réseau "Natura 2000".
*** Le Conseil régional soutient l'élaboration des orientations et actions de gestion des DOCOB via la mise en œuvre des Contrats nature et des RNR.**
 - **Action 21** : Identifier et encourager la création d'aires marines protégées.
Un cadre réglementaire définit les conditions de création d'aires marines protégées (initiative ministre ou Région).
**** Le Conseil régional entend mener une politique de préservation du patrimoine naturel marin dans le cadre d'un programme régional de gestion intégrée des zones côtières.**
 - **Action 22** : Poursuivre le programme de création de RNR : "Espaces remarquables de Bretagne".
***** Compétence du Conseil régional, objectif de création.**
 - **Action 23** : Développer les opérations "Grands sites naturels".
Mise en œuvre de l'action : l'État, le Conseil régional de Bretagne et les Conseils généraux ; les collectivités locales et le Conservatoire du littoral.
**** Le Conseil régional poursuivra son soutien aux opérations grands sites labellisées existantes et étendra son champ d'intervention à d'autres sites confrontés aux mêmes problématiques.**

	<p>➤ Action 24 : Concrétiser les objectifs du Schéma régional du patrimoine naturel et de la biodiversité en Bretagne, dans la charte des PNR bretons</p> <p>*** Compétence du Conseil régional.</p>
Politiques sectorielles prises en compte	Programme régional de soutien à la recherche (éco-conditionnalité) ; Politique régionale d'information, de sensibilisation et de formation en direction du grand public et des décideurs ; Urbanisme (intégration de la biodiversité dans les documents d'urbanisme) ; Agriculture (préservation du bocage breton).
Prise en compte des engagements du Grenelle	<p>Essentiellement : Continuités écologiques ; Développement des surfaces d'aires protégées.</p> <p>A noter que l'élaboration du Schéma régional de cohérence écologique (SRCE) a été intégrée dans le budget prévisionnel 2010 du Conseil régional, ce qui témoigne d'une certaine adaptabilité du contenu de la stratégie en fonction de l'évolution du contexte, institutionnel notamment.</p>
Référence à d'autres documents territoriaux	La stratégie intègre les orientations ou les prescriptions contenues dans différents outils de programmation, et notamment : le Schéma de services collectifs des espaces naturels et ruraux (SSCENR) ; les Orientations régionales de gestion et de conservation de la faune sauvage et de ses habitats (ORGFH) ; les Schémas départementaux de vocation piscicole et halieutique (SDVPH) ; les Plans départementaux pour la protection des milieux aquatiques et la gestion des ressources piscicoles (PDPG) ; les Orientations du comité de gestion des poissons migrateurs des cours d'eau bretons et le Plan grands migrateurs ; le Schéma directeur d'aménagement et de gestion des eaux (SDAGE) Loire-Bretagne et les Schémas d'aménagement des eaux (SAGE) de bassin ; les Orientations régionales forestières et le Schéma régional de gestion sylvicole ; le contrat de projet État-Région 2007 – 2013, etc.
Difficultés	<ul style="list-style-type: none"> • Un certain manque de lisibilité dans la structuration de la stratégie : Différents niveaux organisationnels structurent la stratégie du schéma régional : les enjeux issus du diagnostic du territoire sont déclinés en objectifs opérationnels, composant le cadre commun d'intervention, eux-mêmes déclinés en propositions d'actions. Ces actions peuvent faire référence à plusieurs objectifs opérationnels, mais sont également classées en groupes d'actions en fonction des 2 priorités régionales... Cette complexité organisationnelle entraîne un certain manque de lisibilité de la stratégie et de ses orientations prioritaires. Par ailleurs, dans le paragraphe « <i>La stratégie du Conseil régional de Bretagne</i> » qui contient les 24 propositions d'actions pour décliner de manière opérationnelle le cadre commun d'intervention, on retrouve les engagements propres au Conseil régional, ainsi que des suggestions d'engagements pour les partenaires qui apparaissent le plus à même de s'impliquer dans la mise en œuvre de la stratégie. Cette structuration entraîne un certain manque de lisibilité : est-ce la stratégie du Conseil régional de Bretagne pour la préservation de la biodiversité comme son intitulé le précise, ou la stratégie pour le territoire breton intégrant le positionnement du Conseil régional ainsi que des propositions d'actions partagées à destination des autres partenaires ? Cela ne favorise pas l'appropriation, et donc la mise en œuvre, de la stratégie par les acteurs du territoire. • Un niveau de définition des actions général et peu détaillé : La plupart des propositions d'actions sont d'un niveau très général et assez peu détaillé. Pour certaines, les moyens concrets de mise en œuvre ne sont pas précisés. A titre d'exemple, le Conseil régional doit favoriser la prise en compte de la préservation de la biodiversité dans les Agenda 21 locaux, favoriser l'émergence de nouvelles pratiques de gouvernance... mais selon quelles modalités ? Quels outils ou moyens devront être mobilisés ? • Des actions nombreuses et non priorisées : Les 24 propositions d'actions sont classées dans les 2 grandes priorités régionales mais ne sont pas hiérarchisées ou priorisées entre elles. La stratégie ne contient pas non plus de calendrier ou d'informations temporelles quand à sa mise en œuvre. Ce qui peut représenter une difficulté à l'heure de démarrer certaines actions ou de faire des choix dans l'attribution des subventions régionales par exemple.

Réussites	<ul style="list-style-type: none"> • Ce schéma permet de concentrer dans un document partagé les principales interventions menées sur le territoire par les différents acteurs bretons en matière de préservation du patrimoine naturel. • Les différents objectifs opérationnels définis dans la stratégie permettent une prise en compte transversale de la biodiversité dans la plupart des autres secteurs d'activités du territoire (recherche, éducation à l'environnement, urbanisme, agriculture, paysage...). • La définition des objectifs opérationnels structurant la stratégie, des actions proposées, ainsi que de l'implication possible des différents partenaires dans leur mise en œuvre, a fait l'objet d'un travail partagé avec les acteurs du territoire participant à l'élaboration du schéma, dans le cadre des ateliers thématiques notamment. • Malgré le manque de clarté lié à la structuration de la stratégie évoqué précédemment, un réel effort semble avoir été fait pour identifier les compétences et les interventions des différents partenaires dans chacune des actions proposées.
-----------	---

5.3 - Zoom sur sa mise en œuvre

Modalités de mise en œuvre	<ul style="list-style-type: none"> • Le Conseil régional a défini ses propres engagements pour décliner le cadre commun d'intervention, au sein du Schéma régional du patrimoine naturel et de la biodiversité en Bretagne. Il les traduit dans ses budgets annuels. Ainsi, et à titre d'exemple, dans le cadre de son budget prévisionnel 2010, le Conseil régional de Bretagne souhaite mettre en œuvre les actions suivantes : <ul style="list-style-type: none"> ➢ poursuite de la mise en place de l'armature du réseau des grands espaces naturels de Bretagne (PNR, Grands sites et réserves naturelles régionales) ; ➢ enrichissement des connaissances en matière de biodiversité régionale. Poursuite de la politique des « Contrats nature » (biodiversité continentale et maritime notamment), et de la veille écologique liée au changement climatique. Appui à l'action de l'Observatoire régional de la biodiversité (GIP Bretagne Environnement), Conservatoire botanique armoricain de Brest, du Conservatoire du littoral... ; ➢ poursuite de l'action pour la caractérisation et la préservation des paysages de Bretagne, notamment en soutenant la réalisation des Atlas paysagers départementaux ; ➢ poursuite de la politique pour l'éducation à l'environnement sur la base des priorités régionales et en lien avec les organismes d'éducation. + engagement de l'élaboration du Schéma régional de cohérence écologique (SRCE), issu du Grenelle de l'environnement. • Au même titre que la Région, chaque acteur du territoire peut s'engager, s'il le souhaite et en fonction de ses compétences, dans la mise en œuvre des actions du Schéma régional du patrimoine naturel et de la biodiversité en Bretagne. L'organisation de cette mise en œuvre est esquissée dans le schéma, l'implication possible des partenaires concernés étant pré-identifiée dans chacune des actions proposées.
Identification des moyens	<p>Moyens réglementaires¹² :</p> <ul style="list-style-type: none"> • Canaux bretons : Le Conseil régional, à travers sa compétence sur les canaux bretons, privilégiera une gestion écologique des espaces riverains. • Réserves naturelles régionales (RNR) : La mise en œuvre du nouvel outil « <i>Espaces Remarquables de Bretagne, Réserve naturelle régionale</i> » a comme objectif premier de protéger les sites présentant un intérêt écologique ou géologique, en harmonie avec ceux déjà reconnus à d'autres niveaux, européen ou plus locaux. Le Conseil régional entend développer cet outil de préservation du patrimoine naturel que lui a confié la loi. Il a d'ailleurs identifié plusieurs projets susceptibles d'obtenir ce label.

¹² Schéma régional du patrimoine naturel et de la biodiversité en Bretagne, Conseil régional de Bretagne, 2007, p.87, p.93, p.95.

Identification des moyens	<ul style="list-style-type: none"> • Parcs naturels régionaux (PNR) : La création des PNR relève, de par la loi, de la compétence des Conseils régionaux. Le Conseil régional de Bretagne sera attentif à la prise en compte des enjeux et des objectifs du Schéma régional du patrimoine naturel et de la biodiversité, dans le cadre de la révision de la charte du Parc naturel régional d'Armorique et des projets de Parcs naturels régionaux du Golfe du Morbihan et de Rance Côte d'Émeraude.
	<p>Moyens financiers :</p> <ul style="list-style-type: none"> • Le Schéma régional du patrimoine naturel et de la biodiversité en Bretagne ne contient aucun élément financier. • Le financement des engagements du Conseil régional s'appuie sur le budget régional. Ainsi, à titre d'exemple, le budget prévisionnel 2010 du Conseil régional prévoit, d'ouvrir une autorisation de programme de 900 000 € et d'engagement de 2 725 000 € au titre de l'exercice 2010 sur le programme 621 « <i>Sauvegarder et valoriser le patrimoine naturel et les paysages</i> »¹³. Par ailleurs, la Région intervient via son Fonds Régional d'Aide au Conseil pour la Gestion du Patrimoine Naturel (FRAC/GPN) pour l'élaboration de la cartographie des espaces naturels. • Une partie des actions proposées dans le schéma est inscrite dans le cadre du Grand projet 6 du Contrat de projets Etat – Région (CPER) 2007 – 2013 « <i>Préserver la biodiversité, maîtriser l'énergie et développer une gestion durable de l'air et des déchets</i> » : Elaboration et mise en œuvre d'études, animation des plans de gestion (notamment Natura 2000 et réserves naturelles) ; Réalisation d'études et de travaux de génie écologique conduisant à l'amélioration de la biodiversité dans les sites naturels remarquables (notamment Natura 2000, RNR, PNR) ; Contrats nature ; Renforcement des connections écologiques permettant en particulier la circulation des poissons migrateurs ; Renforcement du GIP « Bretagne-Environnement » et des observatoires thématiques ; Soutien au Conservatoire botanique national de Brest ; Appui au réseau REBENT ; Inventaire et atlas des paysages bretons. <p>Plus de 31 millions d'euros sont prévus sur la période 2007 – 2013 pour la mise en œuvre de ces actions : 8,7 millions pour l'Etat, 10,7 millions pour le Conseil régional et 11,6 millions d'euros provenant des fonds structurels européens (FEDER, FEADER)¹⁴.</p>
	<p>Moyens fonciers : Notamment via le soutien financier de la Région au Conservatoire du littoral, et la mise en place de l'établissement public foncier régional qui a vocation à intervenir en matière d'acquisition foncière sur les espaces environnementaux emblématiques ou à enjeux forts en matière de pressions humaines.</p>
	<p>Moyens directs : Comme présenté dans le paragraphe « <i>Zoom sur le contenu de la stratégie</i> », les modes d'intervention de la Région pour la mise en œuvre des actions du schéma sont variés :</p> <ul style="list-style-type: none"> ➤ le soutien financier à des organismes : ex : soutien financier apporté aux PNR, au Conservatoire du littoral, au Conservatoire botanique armoricain de Brest, au GIP Bretagne Environnement... ; ➤ le soutien financier à la réalisation d'actions : ex : soutien financier à la cartographie des espaces naturels par grands types d'habitats, aux opérations grands sites labellisées ; aux initiatives portées par les organismes de formation et le tissu associatif afin de former un large public aux enjeux de la préservation de la biodiversité... ; ➤ la contractualisation : ex : La politique Contrat nature de la Région Bretagne est un de ses outils d'intervention phare en matière de préservation de la biodiversité (voir le paragraphe « <i>Genèse</i> »). Cette politique, mise en place par la Région dans les années 1990, vise à accompagner des opérations portant sur des projets locaux de restauration, de gestion et de valorisation des milieux naturels et des espèces menacées d'intérêt régional (biotopes d'intérêt écologique majeur : milieux humides, milieux forestiers sensibles... ; espèces menacées et remarquables : loutre, phoque gris...). Les bénéficiaires sont les collectivités locales, les établissements publics et des associations de protection de la

¹³ Budget prévisionnel 2010 du Conseil régional de Bretagne, programme n°621 : sauvegarder, valoriser le patrimoine naturel et les paysages.

¹⁴ Contrat de projets Etat Région 2007 – 2013 Bretagne, Conseil régional et Préfecture de la région Bretagne, 2007, p.51.

<p>Identification des moyens</p>	<p>nature, de chasse et de pêche. Les Contrats nature sont des documents-cadre d'actions relatives à des projets pluriannuels s'inscrivant dans la durée (1 à 4 ans).</p> <p>Les contrats font l'objet d'un plan de travail prévisionnel annuel. On distingue deux types de Contrats : les Contrats nature territoriaux (sur un site particulier : réhabilitation de sites naturels géographiquement identifiés : 60 % du coût total plafonné à 75 000 €) et thématiques (sur un type de milieu ou une espèce d'intérêt régional : taux maximum 50 % du coût total plafonné à 120 000 €). Les Contrats nature peuvent comporter des prestations matérielles et/ou intellectuelles (études préalables à des travaux de génie écologique ; acquisitions (pour les collectivités locales) ; travaux de génie écologique ; équipements de protection et de valorisation des milieux ; suivis scientifiques ; opérations de sensibilisation et d'éducation à l'environnement). Cette politique a été adaptée afin de répondre aux objectifs stratégiques du Schéma régional du patrimoine naturel et d'alimenter l'observatoire régional de la biodiversité avec l'objectif d'enrichissement des connaissances naturalistes. Plus de 140 contrats ont été signés depuis le lancement de cette politique ;</p> <ul style="list-style-type: none"> ➤ la réalisation d'actions en tant que maître d'ouvrage ou co-maître d'ouvrage : ex : mise en place d'un observatoire régional du patrimoine naturel et de la biodiversité, diffusion de documents pédagogiques sur le patrimoine naturel, mise en place de RNR, gestion écologique des espaces riverains via sa compétence sur les canaux bretons... ; ➤ un rôle d'animation : ex : mise en place et animation de la conférence régionale du patrimoine naturel... ; ➤ un rôle de facilitateur et d'incitateur : ex : inscription d'une entrée biodiversité dans les critères d'attribution des allocations de recherche régionales, favoriser la prise en compte de la préservation de la biodiversité dans les Agenda 21 locaux...
<p>Modalités de gouvernance pour la mise en œuvre de la stratégie</p>	<ul style="list-style-type: none"> • Les instances de gouvernance pour la mise en œuvre globale du Schéma régional du patrimoine naturel et de la biodiversité en Bretagne : <ul style="list-style-type: none"> ➤ Le schéma précise que le Conseil régional « <i>assumera également dans le cadre d'un large partenariat son rôle de coordination, de suivi et d'évaluation du schéma, à travers la mise en place de la conférence régionale du patrimoine naturel</i> »¹⁵, ayant vocation à rassembler tous les acteurs bretons concernés par la préservation de la biodiversité et la mise en œuvre du schéma. <p>A ce jour, il semble que cette conférence ne se soit réunie qu'une fois en 2008 afin de faire un point sur l'avancée de la mise en œuvre du schéma régional.</p> ➤ Le BB5 (Bretagne Biodiversité 5) mis en place lors de l'élaboration du schéma (<i>voir la partie « Zoom sur l'élaboration de la stratégie »</i>) rassemble la Région et ses 4 Départements. Depuis sa création, cette instance se réunit régulièrement (une à deux fois par an environ), et constitue un lieu privilégié d'échanges entre ces collectivités. A cette occasion, Région et Départements peuvent faire le point sur tous les dossiers « communs » menés sur le territoire et relatifs au patrimoine naturel (notamment en cas de financement croisé). Ces réunions ne sont donc pas spécifiquement dédiées à la mise en œuvre du schéma régional. • La gouvernance dans la mise en œuvre « individuelle » des actions définies dans le Schéma régional du patrimoine naturel breton : <ul style="list-style-type: none"> ➤ Chacune des 24 propositions d'actions identifie des pilotes et des partenaires potentiels pour sa mise en œuvre. Il semblerait qu'actuellement le pilotage des actions engagées s'organise essentiellement par groupes « thématiques »... <p>A titre d'exemple, l'observatoire régional du patrimoine naturel et de la biodiversité mis en place en 2008 dans le cadre du schéma, ainsi que le CSRPN constituent les principales instances de suivi des actions relatives à l'acquisition des connaissances. De même, la mise en œuvre des actions plus « territoriales » (ex : RNR, PNR, conforter la protection des espaces naturels par la maîtrise foncière...) est essentiellement traitée dans le cadre du BB5. Différents comités thématiques travaillent ainsi au quotidien, et suivent la mise en œuvre d'une partie des actions définies dans le schéma régional.</p>

¹⁵ Schéma régional du patrimoine naturel et de la biodiversité en Bretagne, Conseil régional de Bretagne, 2007, p.96.

Modalités de gouvernance pour la mise en œuvre de la stratégie	<ul style="list-style-type: none"> ➤ ...ou grâce à des partenariats spécifiques, au cas par cas, action par action. A titre d'exemple, un comité technique régional associant la Région, les Conseils généraux, et les services de l'Etat est chargé du suivi du projet d'édition d'une collection régionale d'atlas départementaux du paysage¹⁶. ➤ Par ailleurs, il semble que l'utilisation d'instances de gouvernance préexistantes soit privilégiée. A titre d'exemple, il est précisé qu'il serait souhaitable de profiter des projets locaux (SCOT, PLU...) et des instances de gouvernance existantes (CLE des SAGE, comités de pilotage Natura 2000, organes de gestion des réserves naturelles, Conservatoire du littoral, ...) pour offrir aux élus des actions pédagogiques centrées autour de la valorisation des expériences et la découverte du terrain¹⁷. De même, la gestion intégrée de la zone côtière doit faire l'objet d'une réflexion au sein du groupe "Mer" du Conseil régional de Bretagne¹⁸. ➤ A noter également que le GIP Bretagne Environnement, copiloté par l'Etat et la Région, constitue une véritable plate-forme de partage pour le territoire. Il s'agit d'un outil d'intérêt communautaire de diffusion et de valorisation des données environnementales concernant la Bretagne. • La gouvernance interne au Conseil régional pour la mise en œuvre de ses engagements : pour l'instant la gouvernance interne ne concerne que le Conseil régional, seul organisme s'étant formellement engagé dans la mise en œuvre du schéma et de ses actions. Le Conseil régional assure entièrement la mise en œuvre des actions relevant de ses compétences. Il ne semble pas exister à ce jour d'instances ou de modalités de gouvernance « en interne » pour la mise en œuvre des engagements de la Région.
Difficultés	<ul style="list-style-type: none"> • Un manque d'organisation, d'animation et de suivi collégial dans la mise en œuvre globale du schéma et de ses actions : <ul style="list-style-type: none"> ➤ la conférence régionale du patrimoine naturel, instance de gouvernance « clé » pour une mise en œuvre collégiale du schéma, ne s'est réunie qu'une fois et n'assure pas, de ce fait, d'animation et de suivi réguliers de la mise en œuvre du schéma et de ses actions; ➤ à ce jour, et en l'état actuel de nos connaissances, seul le Conseil régional s'est engagé formellement dans la mise en œuvre des actions du schéma régional ; ➤ la gouvernance dans la mise en œuvre des actions du schéma existe, mais elle se fait au cas par cas, au niveau de chaque action ou de chaque thématique d'intervention, sans que ces partenariats soient formalisés de manière centralisée au sein d'une instance ou d'un document spécifique. • La Région souligne un manque de moyens humains qui ne lui permet pas de coupler la mise en œuvre opérationnelle et le suivi de ses propres actions, à une animation vivante et régulière du schéma et de sa mise en œuvre globale. • Malgré un affichage clair et explicite, il semble parfois difficile d'intégrer concrètement la protection de la biodiversité dans les autres politiques sectorielles territoriales, y compris en interne au Conseil régional. En effet, les relations interservices existent mais les échanges et la traduction concrète des engagements régionaux (ex : écoconditionnalité) dépendent beaucoup de la sensibilité des services concernés à cette thématique et du contexte socio-économique régional.
Réussites	<ul style="list-style-type: none"> • L'élaboration annuelle des budgets prévisionnels du Conseil régional, dans lesquels ce dernier décline de manière opérationnelle ses engagements, permet une certaine adaptabilité du contenu des propositions d'actions en fonction de l'évolution du contexte régional et institutionnel. Ainsi, l'élaboration du futur Schéma régional de

¹⁶ Budget prévisionnel 2010 du Conseil régional de Bretagne, programme n°621 : sauvegarder, valoriser le patrimoine naturel et les paysages.

¹⁷ Schéma régional du patrimoine naturel et de la biodiversité en Bretagne, Conseil régional de Bretagne, 2007, p.82.

¹⁸ Schéma régional du patrimoine naturel et de la biodiversité en Bretagne, Conseil régional de Bretagne, 2007, p.81.

Réussites	<p>cohérence écologique (SRCE) a pu être intégré dans le budget prévisionnel 2010 du Conseil régional, et être positionné comme un des outils de mise en œuvre du schéma régional.</p> <ul style="list-style-type: none"> Le groupe du BB5, créé dans le cadre de l'élaboration du schéma, a été maintenu et constitue aujourd'hui une instance de gouvernance innovante et fonctionnelle, entre la Région et les 4 Départements, pour la mise en œuvre du schéma et de ses actions. Une diffusion « locale » du Schéma régional du patrimoine naturel et de la biodiversité de Bretagne : ce dernier a été envoyé à tous les Pays Bretons. Des présentations ont également été organisées devant les élus locaux. Malgré un manque de gouvernance collégiale dans la mise en œuvre du schéma, il semble que la gouvernance organisée au niveau des actions fonctionne plutôt bien (bonne mobilisation, bonne participation des partenaires) et que les retours soient plutôt positifs.
Remarques	Compte tenu des moyens humains dont il dispose, le Conseil régional semble vouloir se positionner plus comme un « chef d'orchestre » dans la mise en œuvre du schéma, que comme l'animateur du schéma et de ses actions.

5.4 - Zoom sur son suivi-évaluation

Définition d'indicateurs	Oui, pour chacune des actions et en nombre variable. Au total, plus d'une cinquantaine d'indicateurs sont définis dans le Schéma régional du patrimoine naturel et de la biodiversité en Bretagne.
Définition de résultats attendus	Le Schéma régional du patrimoine naturel et de la biodiversité en Bretagne ne contient pas de définition précise des résultats attendus par la mise en œuvre des actions. Les budgets prévisionnels annuels du Conseil régional identifient cependant des prévisions chiffrées pour chacun des engagements qu'ils contiennent.
Modalités de suivi/évaluation de la stratégie	<p><i>Prévues :</i></p> <p>Le Schéma régional du patrimoine naturel et de la biodiversité en Bretagne précise que le Conseil régional de Bretagne assumera « <i>dans le cadre d'un large partenariat son rôle de coordination de suivi et d'évaluation du schéma à travers la mise en place de la conférence régionale du patrimoine naturel.</i> ». (voir également le paragraphe « <i>Zoom sur la mise en œuvre de la stratégie</i> »).</p> <p><i>Réalisées :</i></p> <ul style="list-style-type: none"> Le service Patrimoine naturel du Conseil régional de Bretagne a élaboré un tableau Excel de suivi de l'état d'avancement des actions définies dans le cadre du Schéma régional du patrimoine naturel et de la biodiversité en Bretagne. Il indique l'état d'avancement de chaque action : engagées, en cours de réflexion, non engagées. <p>Ce tableau est alimenté grâce aux retours d'informations des différentes instances de gouvernance mobilisées dans la mise en œuvre de ces actions (BB5, CSRPN...).</p> <ul style="list-style-type: none"> Un bilan annuel de l'action régionale est également réalisé. <p>Les indicateurs sont renseignés, plus ou moins régulièrement, par le service Patrimoine naturel du Conseil régional de Bretagne.</p>
Gouvernance	<i>Voir le paragraphe « Zoom sur la mise en œuvre de la stratégie ».</i>
Difficultés	<ul style="list-style-type: none"> A ce jour, l'instance de gouvernance prévue afin d'assurer un suivi régulier et collégial de la mise en œuvre du schéma ne s'est réunie qu'une fois en 2008. Pas de suivi régulier et centralisé des indicateurs de réalisation définis dans le schéma.
Réussites	Même s'il n'a pour l'instant qu'une vocation interne et reste assez simple, le service Patrimoine naturel du Conseil régional a mis en place un système de suivi des actions définies dans le schéma, et élabore également des bilans annuels de ses propres interventions.

5.5 - Zoom sur ses premières réalisations et ses premiers résultats

Principales réalisations et résultats

- Fin 2009, le tableau de suivi de l'état d'avancement des actions du Schéma régional du patrimoine naturel et de la biodiversité en Bretagne indique que, sur les 24 actions identifiées, 10 sont engagées, 13 sont en cours de réflexion et 1 n'est pas engagée.
- Le budget prévisionnel 2010 du Conseil régional de Bretagne contient un certain nombre d'éléments d'analyse relatifs aux résultats constatés pour les actions engagées par la Région dans le cadre du Schéma régional du patrimoine naturel et de la biodiversité, et notamment¹⁹ la superficie des territoires concernés par les politiques régionales de protection de la nature au 31 décembre 2009 :
 - plus de 140 Contrats nature ont été signés depuis le lancement de cette politique, soit 4 916 ha (4 453 ha en 2006) ;
 - 6 RNR classées pour une superficie de 962 ha (2 RNR pour 381 ha en 2006) ;
 - la Bretagne dispose à ce jour de 6 opérations au titre des « grands sites » : 3 grands sites identifiés dans la cadre d'opérations nationales (Pointe du Raz, Baie du Mont Saint-Michel et Gâvres-Quiberon), 3 sites définis sur des démarches régionalisées (Ploumanac'h, Caps Erquy et Fréhel et la Basse Vallée de l'Oust, pour une superficie de 6 000 ha (même superficie qu'en 2006) ;

Cet indicateur vise à estimer l'importance des espaces naturels gérés avec le concours de la Région.
- On notera par ailleurs :
 - la mise en place de l'observatoire de la biodiversité fin 2007 (étude de faisabilité réalisée) ;
 - la création du GIP Bretagne-Environnement ;
 - la réalisation de l'étude portant sur les continuités écologiques et la territorialisation des enjeux (*voir le paragraphe portant sur la saisine du CSRPN dans la partie « Autres » ci-après*) ;
 - la mise en place d'élus référents dans chaque Pays, après présentation du Schéma et de ses enjeux par les services de la Région ;
 - la création de l'établissement public foncier en 2009...

6. Autres

Suite à l'adoption du Schéma régional du patrimoine naturel et de la biodiversité en février 2007, le Conseil régional de Bretagne a ressenti le besoin d'aller plus loin dans la réflexion et notamment de disposer d'une véritable stratégie lui permettant de hiérarchiser et de prioriser ses interventions. Dans cette optique, la Région a souhaité s'entourer de l'expertise du Conseil Scientifique Régional du Patrimoine Naturel. Ainsi, et conformément à l'article L.411-5 du Code de l'environnement, le Conseil régional a saisi le CSRPN en février 2008 afin de réaliser une étude visant à territorialiser les enjeux régionaux du patrimoine naturel et à spatialiser les interventions régionales.

L'Etat, représenté par la DREAL Bretagne, a accompagné et soutenu financièrement cette démarche entreprise par le Conseil régional. Le GIP Bretagne environnement a animé le projet et secondé les travaux du CSRPN.

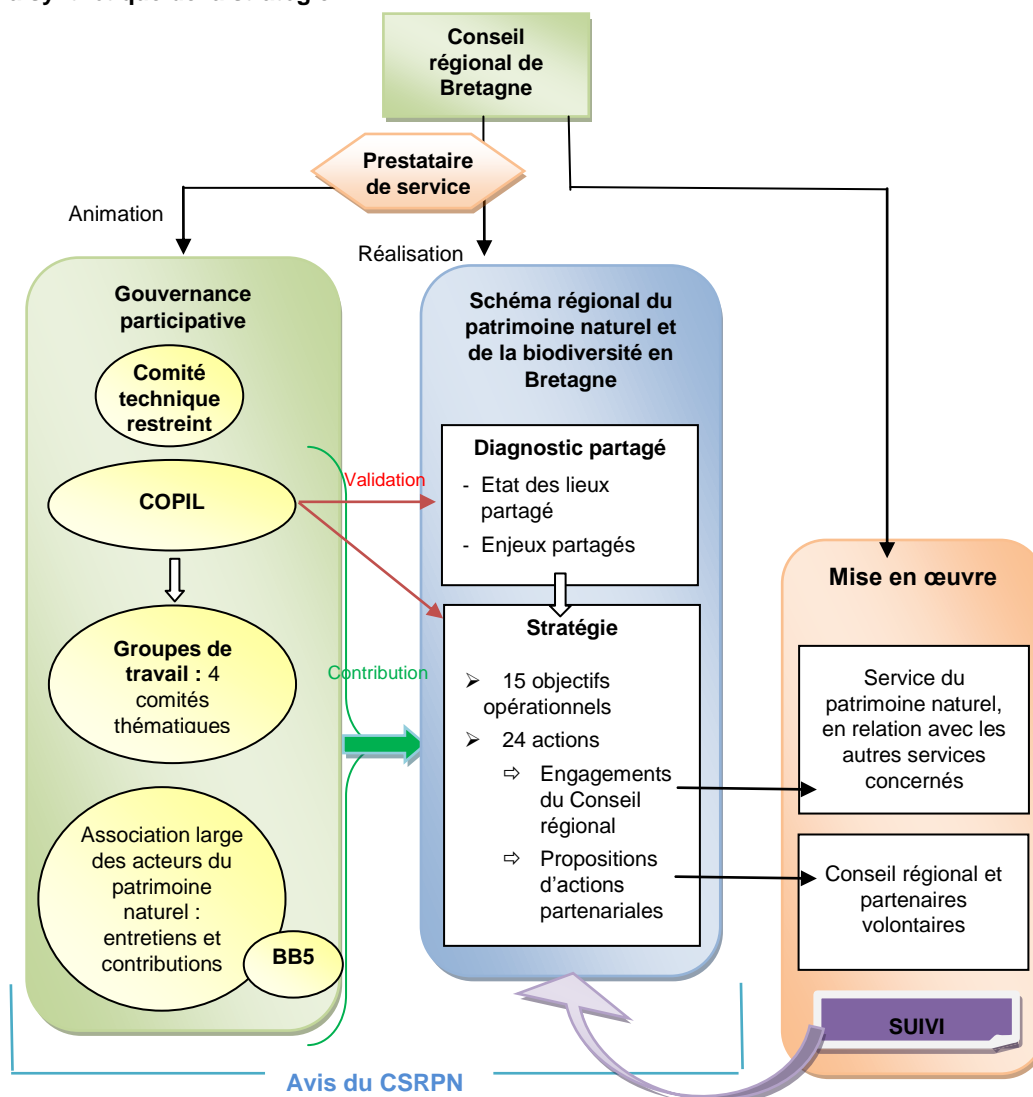
La saisine du CSRPN et son atlas commenté ont été finalisés et présentés le 11 décembre 2009.

Cette démarche, qui constitue finalement le deuxième volet du Schéma régional du patrimoine naturel et de la biodiversité en Bretagne, servira également de base à l'élaboration conjointe du futur Schéma régional de cohérence écologique (SRCE) par l'Etat et la Région. Elle favorisera notamment la concentration des interventions sur les principales zones à enjeux, et/ou sur les zones non ou insuffisamment couvertes par les différents outils de préservation existants.

¹⁹ Budget prévisionnel 2010 du Conseil régional de Bretagne, programme n°621 : sauvegarder, valoriser le patrimoine naturel et les paysages.

7. Bilan synthétique

Schéma synthétique de la stratégie :



Principaux freins et difficultés rencontrés

- 1) **Une structuration du schéma assez complexe, et une différenciation entre la « stratégie du territoire » et les « engagements du Conseil régional » parfois peu lisible dans la rédaction de la stratégie.**

Le Schéma régional du patrimoine naturel et de la biodiversité en Bretagne se caractérise par une certaine complexité organisationnelle pouvant entraîner un manque de lisibilité de la stratégie et de ses orientations prioritaires.

Par ailleurs, l'implication et les engagements du Conseil régional de Bretagne sont très présents dans la rédaction du schéma, et il est parfois difficile de différencier ce qui relève de la « stratégie du territoire », c'est-à-dire du cadre commun d'intervention devant être décliné volontairement par les acteurs locaux concernés, des « engagements du Conseil régional » pour mettre en œuvre cette stratégie.

Ce manque de lisibilité pourrait engendrer une certaine « confusion » et constituer un frein à l'appropriation de la stratégie territoriale par les différents acteurs locaux concernés, et à leur engagement dans sa mise en œuvre.

- 2) **Une absence de suivi et d'animation collégiale dans la mise en œuvre du schéma et de ses actions.**

Le pilotage de la mise en œuvre du schéma et de ses actions reste en effet « éclaté », et se caractérise par l'existence de nombreux partenariats « thématiques », mis en place au cas

<p>Principaux freins et difficultés rencontrés</p>	<p>par cas, action par action. La conférence régionale du patrimoine naturel, instance de gouvernance clé pour une mise en œuvre collégiale du schéma, n'assure pas vraiment son rôle, cette dernière ne s'étant réunie qu'une fois en 2008.</p> <p>3) A ce jour, et en l'état actuel de nos connaissances, seul le Conseil régional de Bretagne s'est formellement engagé dans la mise en œuvre des actions du schéma. Il a en effet précisé clairement quels étaient ses engagements pour chacune des propositions d'actions, au sein même du schéma, et les a chiffré dans le cadre de ses budgets prévisionnels annuels.</p> <p>Cette situation peut en partie être due à :</p> <ul style="list-style-type: none"> • un manque d'animation et de suivi régulier et collégial de la mise en œuvre du schéma : <ul style="list-style-type: none"> ➤ manque de moyens humains au sein du Conseil régional de Bretagne, qui ne peut assurer à la fois la mise en œuvre et le suivi de ses propres engagements, ainsi qu'une animation et un suivi régulier du schéma ; ➤ absence d'une instance de gouvernance permettant un suivi régulier et collégial de la mise en œuvre du schéma (conférence régionale du patrimoine naturel). Cette instance permettrait également : <ul style="list-style-type: none"> ✓ d'identifier plus clairement les interventions des différents partenaires en faveur de la biodiversité et leur inscription éventuelle dans le cadre du schéma régional ; ✓ de centraliser les partenariats existants dans le cadre de la mise en œuvre des actions du schéma. <p>⇒ <i>Un certain « essoufflement » de la dynamique partenariale collégiale suite à l'élaboration et à la validation du schéma régional.</i></p> • une mise en œuvre du schéma qui repose sur le positionnement et l'engagement volontaires des acteurs locaux... sans que des leviers d'actions réellement incitatifs soient mis en place. <p>4) La prise en compte de la préservation du patrimoine naturel dans les autres politiques sectorielles régionales reste encore insuffisante.</p> <p>5) Un suivi des engagements du Conseil régional, mais pas de suivi et/ou d'évaluation collégiale du schéma : les modalités de suivi et d'évaluation sont prévues mais aucune instances ou modalités de gouvernance collégiale ne sont actuellement mises en place ou envisagées pour suivre et/ou évaluer la stratégie.</p>
<p>Principaux leviers d'actions, réussites et valeur ajoutée identifiés</p>	<p>1) L'élaboration du Schéma régional du patrimoine naturel et de la biodiversité en Bretagne a mobilisé l'ensemble des acteurs du territoire concernés dans le cadre d'une large démarche participative, ce qui a notamment permis de :</p> <ul style="list-style-type: none"> • mettre autour de la table l'ensemble des partenaires régionaux, et de favoriser les échanges entre acteurs (engager ou renforcer le dialogue) et le décroisement des interventions ; • favoriser la mutualisation des expériences régionales ; • renforcer le partenariat Etat/Région, en vue notamment de l'élaboration du futur Schéma régional de cohérence écologique. <p>2) Malgré ses imperfections, ce schéma constitue un cadre commun d'intervention qui n'existait pas auparavant et auquel les acteurs du territoire concernés peuvent maintenant se référer :</p> <ul style="list-style-type: none"> • base d'une action commune et cohérente pour une meilleure préservation du patrimoine naturel breton ; • amélioration de la cohérence entre les acteurs régionaux et leurs interventions : ex : explicitation et clarification du rôle de chacun et du « faire faire ».

Principaux
leviers
d'actions,
réussites et
valeur ajoutée
identifiés

- 3) Le Conseil régional renforce son implication locale, et sa visibilité en tant qu'acteur de la préservation de la biodiversité régionale. Il se positionne clairement comme un « porteur » de la stratégie de préservation régionale, un « fédérateur » au niveau des partenariats notamment (« chef d'orchestre »), et un « accompagnateur » des projets locaux...la mise en œuvre du schéma nécessite cependant également un « animateur » reconnu et mandaté par l'ensemble des parties prenantes.
- 4) L'élaboration de ce schéma témoigne d'une réelle volonté de prendre en compte la préservation du patrimoine naturel dans les autres politiques sectorielles, et notamment d'aménagement, du territoire.
- 5) Avec la saisine du CSRPN, la DREAL et la Région Bretagne ont montré leur volonté d'aller plus loin, en complétant le Schéma régional du patrimoine naturel breton avec un travail sur la territorialisation des enjeux et la spatialisation des interventions :
 - plus d'opérationnalité et d'efficacité des interventions ;
 - anticipation sur l'élaboration du futur Schéma régional de cohérence écologique.

8. Références bibliographiques

- Budget prévisionnel 2010 du Conseil régional de Bretagne, programme n°621 : sauvegarder, valoriser le patrimoine naturel et les paysages.
- Contrat de projets Etat Région 2007 – 2013 Bretagne, Conseil régional et Préfecture de la région Bretagne, 2007.
- Préservons le patrimoine naturel en Bretagne : les actions de la Région, Conseil régional de Bretagne.
- Schéma régional du patrimoine naturel et de la biodiversité en Bretagne, Conseil régional de Bretagne, 2007.